



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1800>

Fonction publique : grève le 22 mars

- Actualité des luttes -



Date de mise en ligne : vendredi 16 mars 2018

Date de parution : 22 mars 2018

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Au chacun pour soi, opposons la solidarité



Toute la fonction publique, tous les services publics sont attaqués

Le salaire réel des fonctionnaires, en baisse depuis 2013, est encore mis à mal depuis janvier par le rétablissement du jour de carence, l'augmentation du taux de cotisation de la pension civile et de la CSG. Les maigres augmentations salariales prévues pour 2018 par le PPCR ont été reportées.

Le gouvernement a annoncé un plan de dynamitage de la fonction publique. Nous écrivions en 2016 que les fonctionnaires devaient faire front avec les salarié·e·s du privé contre la loi Travail. Il était évident que la fonction publique serait la prochaine sur la liste au nom de cette conception très particulière de la solidarité qui consiste à aligner tout le monde sur le moins-disant. Le statut, les droits ne sont pas un privilège : ce doit être la norme.

Recours accru aux contractuels et plan de départ volontaire. Le gouvernement ne se cache pas. En supprimant 120 000 postes, il détruit encore un peu plus les services publics qui permettent aux plus défavorisé·e·s d'avoir accès aux soins, à l'éducation, de se déplacer... S'attaquer aux services publics et aux fonctionnaires, c'est agir contre la solidarité.

Une casse du service public qui se décline de la maternelle à l'université

Le projet d'ensemble de la fonction publique est d'ailleurs cohérent avec le projet Macron/Blanquer/Vidal pour l'éducation.

Les postes aux prochains concours d'enseignant-e-s sont en baisse de 20 % dans le 2nd degré et de 10 % dans le 1er degré, qui continue d'être désorganisé par des mesures de pure communication et qui subit des pressions régressives sur les contenus et sur les pratiques pédagogiques.

La réforme du bac et du lycée prévoit de son côté une remise en cause du statut des enseignant·e·s, une baisse des horaires et donc des postes, l'accroissement des inégalités entre élèves et entre établissements.

Quant à la sélection à l'université, c'est la poursuite de la destruction de l'enseignement supérieur public largement engagée avec la LRU en 2007. C'est la porte ouverte à la hausse des frais d'inscription et un cadeau pour l'enseignement privé qui va accueillir moyennant finances les bachelier·e·s recalé·e·s.

Construisons la convergence et la grève unitaire le 22 mars

Sept organisations syndicales de la fonction publique appellent à la grève le 22 mars pour revendiquer une hausse des salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contractuel·e·s, l'égalité professionnelle, l'abrogation du jour de carence, la défense du système de retraite par répartition.

Alors que le gouvernement mène une offensive tout azimut contre les salarié·e·s (le statut des cheminot·e·s est lui aussi remis en cause), il faut réussir la mobilisation la plus importante possible le 22 mars, qui doit être un point d'appui pour la construction d'un mouvement de grève reconductible et de convergence des luttes.

Toutes et tous en grève et dans les manifestations ! Défendons le bien commun qu'est le service public. Remettons le progrès social au goût du jour.

Nancy : 13 h devant l'hôpital central

Metz : 14h place de la gare

Bar le Duc : 14h30 devant la gare SNCF

Epinal : 14h devant la préfecture



Mouvement du

22

1968

mars

2018

On remet ça ?